

Surveiller les travaux dangereux des enfants au Tadjikistan

Les inspecteurs du travail éprouvent généralement des difficultés d'accès aux sites de l'économie informelle, là où les enfants exercent le plus souvent des travaux dangereux. Selon le rapport annuel du BIT publié à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, les systèmes de surveillance du travail des enfants sont de puissants moyens d'action pour les inspections du travail.

6/10/2011

FTR/tadjikistan

Les inspecteurs du travail éprouvent généralement des difficultés d'accès aux sites de l'économie informelle, là où les enfants exercent le plus souvent des travaux dangereux. Selon le [rapport annuel du BIT publié à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants](#), les systèmes de surveillance du travail des enfants sont de puissants moyens d'action pour les inspections du travail. Olga Bogdanova, chargée des relations presse au Bureau de l'OIT à Moscou, nous envoie un reportage sur le contrôle du travail des enfants dans la République d'Asie centrale du Tadjikistan.

DOUCHAMBÉ, Tadjikistan (BIT en ligne) – Le 1er septembre, les écoles tadjikes vont ouvrir grand leurs portes à plus de 1,7 million d'enfants dans tout le pays. Mais les enseignants qui les accueilleront dans leurs classes savent très bien que beaucoup de leurs élèves quitteront l'école à l'âge de 13 ans, voire plus tôt, pour aller travailler dans plusieurs secteurs dangereux, y compris sur les marchés locaux, dans les champs de coton ou de tabac.

Selon les estimations du Programme international pour l'abolition du travail des enfants du BIT (IPEC), près de 200 000 enfants travaillent au Tadjikistan, et 10 pour cent d'entre eux n'ont jamais été scolarisés. Qui plus est, les enfants qui travaillent sont de plus en plus jeunes. Il n'est aujourd'hui pas rare de voir travailler des enfants de 5 ou 6 ans.

Comme 98 pour cent des enfants qui travaillent, Safar, 12 ans, est employé dans l'agriculture. Il est berger dans son kishlak (village) natal, à 50 km de la capitale, Douchambé. Il a la responsabilité du cheptel des 160 foyers de son village. Chaque jour, quel que soit le temps, il mène son troupeau paître dans les alpages (à une heure et demie de marche) et y reste pendant sept heures. Nul besoin de préciser qu'avec un tel emploi du temps Safar a abandonné l'école. Sa mère ne s'y est pas du tout opposée: «Notre école est petite, manque de personnel et les classes ne durent que deux heures par jour au lieu de six. Quel est l'intérêt pour mon fils de s'y rendre?»

«Il valait mieux que je travaille pour aider ma famille, raconte Safar. Nous sommes six et, sans mon salaire, nous ne pourrions tout simplement pas survivre». Pour le moment, il perçoit un revenu de misère, même au regard des standards tadjiks, et il existe toujours le risque que l'un des animaux se perde ou se blesse. Dans ce cas, Safar devrait rembourser jusqu'à 100 dollars au propriétaire.

Safar a repris le travail de son frère aîné qui avait fait une chute d'un escarpement rocheux et s'était brisé les jambes. Il gisait là, impuissant, jusqu'à ce qu'il soit secouru par les membres de sa famille qui s'étaient inquiétés de ne pas voir le cheptel rentrer au village. Maintenant, le frère de Safar est handicapé et peut seulement vendre des légumes sur le marché local. «Je prie pour que rien de ce genre ne m'arrive là-haut dans la montagne», confie Safar.

Safar est devenu le principal soutien de famille il y a un an, quand son père est parti travailler en Russie et a complètement abandonné sa famille à son retour. C'est le sort tragique que partagent de nombreuses familles brisées du Tadjikistan actuel où le nombre d'émigrés est estimé entre 500 000 et 800 000 personnes – dans un pays qui compte 7 millions d'habitants.

«Quatre-vingts pour cent des enfants qui travaillent sont issus de familles monoparentales ou de familles dont les pères sont des travailleurs émigrés», explique Muhayo Khosabekova, coordinateur national du projet IPEC financé par l'Allemagne «*Combattre le travail des enfants en Asie centrale – S'engager pour agir*».

Les migrations sont un facteur des travaux dangereux des enfants

A côté de leur effet positif sur la réduction de la pauvreté au Tadjikistan, les migrations de main-d'œuvre masculine ont eu de graves répercussions en termes d'augmentation du nombre d'enfants qui travaillent. En

l'absence des hommes partis travailler à l'étranger, les enfants doivent assumer la responsabilité du revenu familial.

Même avec son maigre salaire, Safar tient à son travail. Il n'y a pas d'emplois dans les villages, et nombre d'enfants de la campagne comme lui doivent partir en ville en quête de travail. Là-bas, ils sont employés dans des lieux informels pour laver des voitures, pour transporter, charger et décharger des bagages et des marchandises sur les bazars locaux; ils travaillent aussi comme conducteurs de navettes et font tous les autres travaux auxiliaires.

Ces jours-ci, il est facile de trouver ces enfants dans chaque ville du Tadjikistan. Dans la ville de Khudzhand, des centaines d'entre eux se présentent chaque matin à la bourse du travail informelle près du bazar local, prêts à accepter n'importe quel emploi. Pour ces enfants, c'est la seule manière de gagner leur vie et, pour les adultes qui les emploient, ils représentent tout simplement une main-d'œuvre bon marché. «Je me trouve ici depuis dix jours maintenant: j'ai gagné à peine de quoi me payer à manger et je dois encore trouver de quoi me loger», se plaint le jeune Ibrahim, 13 ans, manutentionnaire.

Conditions de travail dangereuses, travail exigeant physiquement, temps de repos inappropriés, malnutrition, manque d'hygiène: la santé des enfants en souffre inévitablement. Selon l'IPEC, la charge quotidienne transportée par un enfant qui travaille peut atteindre 800 kg.

Pour surveiller la situation des enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants, le projet de l'IPEC au Tadjikistan a contribué à la mise en place en 2009 d'un système de surveillance du travail des enfants au sein du Centre national d'éducation pour adultes, sous l'égide du ministère du Travail et de la Protection sociale. Ce système de surveillance propose un cadre national/local dans lequel divers partenaires peuvent collaborer pour réunir et partager des informations concernant l'identification, la surveillance, l'orientation, le retrait et la réhabilitation des enfants qui travaillent.

Bien qu'initialement cela fût un concept nouveau au Tadjikistan, progressivement plusieurs équipes pluridisciplinaires de contrôleurs ont été établies. Elles comprennent des professeurs des écoles, des inspecteurs du travail et des membres de la communauté. Ces équipes ont effectué des visites de surveillance pour cibler les zones où identifier les enfants impliqués dans des travaux dangereux, ainsi que ceux qui sont menacés d'y entrer. Une fois identifiés, ces enfants sont retirés et orientés vers les services compétents, tels que l'éducation formelle et non formelle, la formation professionnelle ou des cours de vie pratique correspondant à leurs besoins.

Le projet de l'OIT continue d'œuvrer avec des partenaires pour encourager l'institutionnalisation du système de surveillance dans l'agriculture et dans le secteur informel urbain du Tadjikistan. Les enfants comme Safar et Ibrahim auront dorénavant la possibilité de mener une enfance décente, de recevoir une éducation de qualité et plus tard d'obtenir un emploi décent.